



Philippe Val ou le révisionnisme anti-arabe en guise de fond de commerce

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 04 septembre 2009

[Le blog de René Naba](#) 4 septembre 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire, société et culture](#)



Paris, 5 septembre 2009 – Saluons comme il sied la prise de fonction de Philippe Val pour sa première rentrée radiophonique par un rappel à l'ordre nécessaire et salutaire pour le bon fonctionnement de la démocratie française et du vecteur qu'il est censé servir.

Le plus en vue des nouveaux journalistes en cour, le nouveau directeur de la radio publique française «France Inter» et ancien directeur conformiste de l'hebdomadaire faussement anarchiste Charlie Hebdo, a imputé la collaboration vichyste anti-juive à «la politique arabe de la France». Ce mémorialiste des temps modernes qui se vit en rival contemporain du cardinal de RETZ (1) s'imagine par ce raccourci, non pas audacieux mais hasardeux, exonérer la France de l'antisémitisme récurrent de la société française en rejetant sur les Musulmans, en général, les Arabes, en particulier, la responsabilité de tous les maux de la société française.

L'homme est riche d'aphorismes, reflet d'une culture de chapardage, mais sa plus belle perle, qui relève désormais du domaine de l'anthologie, demeure incontestablement ce constat en forme de sentence (2): «Pourquoi une rançon serait-elle plus déshonorante qu'on ne sait quelle tractation secrète qui fera de la France la complice d'on ne sait quelle armée islamique d'on ne sait où ? Qui sont ces gens séduits par la politique arabe de la France» (...) «Les otages français (en Irak), Christian Chesnot et George Malbrunot ont été enlevés par des terroristes islamiques qui adorent égorger les Occidentaux, sauf les Français, parce que la politique arabe de la France a des racines profondes qui s'enfoncent jusqu'au régime de Vichy, dont la politique antijuive était déjà, par défaut, une politique arabe», assurait avec beaucoup de suffisance Philippe Val dans Charlie Hebdo en date du 5 janvier 2005.

Outre qu'elle révèle la vanité de son auteur, une telle affirmation démontre son ignorance de l'histoire de son propre pays, à moins qu'elle ne réponde à son souci d'exonérer la France de ses propres responsabilités dans le génocide hitlérien et de briller à bon compte auprès de ses nouveaux maîtres à penser. Elle éclaire en tout cas l'inconsistance intellectuelle de ses engagements politiques et moraux.

Philippe Val popularise en fait un thème que s'emploie à promouvoir le CRIF (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France) (3), au diapason du transfuge socialiste Dominique Strauss Kahn, directeur atlantiste du Fonds Monétaire international, qui avait qualifié «la politique arabe de la France» de «vaste supercherie». Celui qui est présenté comme le meilleur candidat socialiste à l'élection présidentielle de 2012 face à Nicolas Sarkozy a été même jusqu'à se livrer, en toute impunité, à une profession de foi qui constitue la négation même de la notion de citoyenneté (4): «Je considère que tout Juif de la diaspora, et donc de France, doit, partout où il peut, apporter son aide à Israël. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est important que les Juifs prennent des responsabilités politiques. En somme, dans mes fonctions et dans ma vie de tous les jours, à travers l'ensemble de mes actions, j'essaie d'apporter ma modeste pierre à la construction d'Israël». Déclaration sur «Europe 1», en 1991, reprise par le Magazine «La vie en France », le 11 avril 2002 sous le titre «Trop Proche-Orient».

Quiconque connaît un tant soit peu le mode opératoire de ce pays, les ressorts psychologiques profonds de la «Patrie des Droits de l'Homme», du Code Noir de l'Esclavage et du Code de l'Indigénat de la colonisation de l'Algérie, des zoos humains et de la vénus callipyge Hottentote, des salaires ethniques des travailleurs coloniaux et de la cristallisation des pensions de retraite des anciens combattants «basanés», des grandes écoles et des fusibles administratifs, sait pertinemment qu'aucun arabe ou noir ou asiatique si éblouissants soient-ils, aucun musulman si omniscient fut-il, n'a jamais eu voix au chapitre sur les options stratégiques de la France, ni exercé la moindre influence sur la détermination des intérêts supérieurs de la nation, encore moins constituer un facteur déterminant dans les moments décisifs de son histoire.

Qualifier ainsi la politique antijuive de Vichy de politique «arabe» ne correspond tout bonnement pas à la réalité des choses et ne repose sur aucun fondement. L'histoire en est témoin: aucune influence arabe n'a joué un quelconque rôle dans cette entreprise criminelle, rondement menée entre l'Allemagne nazie et la France de Vichy. Sauf à prêter aux Arabes une capacité d'anticipation d'une hardiesse rare confinant au machiavélisme suprême, en vue de soudoyer l'Etat Major français pour le conduire à faire condamner pour «haute trahison» un officier français de confession juive, le Capitaine Alfred Dreyfus (5), ou encore à gangrener le haut commandement politico-militaire français en vue de savourer le désastre de 1940, l'antisémitisme en France a préexisté à la présence arabe et musulmane en France.

Pour mémoire, le plus grand déferlement d'Arabes et de Musulmans en France est survenu à l'occasion de la Deuxième Guerre Mondiale, non pour l'appât du gain -«pour manger le pain des Français»-, mais bien pour libérer avec d'autres combattants coloniaux la France du joug nazi, pour aider à la libération d'un pays que ses habitants n'ont pas su, pas pu ou pas voulu défendre...C'est-à-dire près de cinquante ans après l'affaire Dreyfus et dans la foulée de la capitulation de Montoire.

Pour mémoire aussi, le port obligatoire de «l'Etoile Jaune» par les Français de confession juive et le «Commissariat aux affaires juives» du régime de Vichy, ont eu pour précurseur

immédiat «le Bureau de surveillance et de protection des indigènes nord-africains» dont la création, en 1925, n'a suscité la moindre protestation des Français sans doute trop occupés à l'époque à magnifier leur supériorité dans l'admiration des «zoos humains».

La thèse de Philippe Val ne résiste donc pas à une analyse un tant soit peu sérieuse (6). Mais qui a jamais soutenu que Philippe Val était un analyste ? Sérieux de surcroît ? Son affirmation péremptoire participe néanmoins d'une falsification de l'Histoire, d'un sournois travail de révisionnisme anti-arabe.

Une politique se juge sur la durée. A l'épreuve des faits, la politique arabe de la France, dogme sacré s'il en est, s'est révélée être, par moments, une vaste mystification, un argument de vente du complexe militaro-industriel français. Qu'on en juge. L'histoire en est témoin.

La contribution des Arabes à l'effort de guerre français en 1914-1918 pour la reconquête de l'Alsace-Lorraine a été franche et massive. Sans contrepartie. La France, en retour, vingt ans après cette contribution, a témoigné de sa gratitude à sa façon, en amputant la Syrie du district d'Alexandrette, en 1937, pour le céder à la Turquie, son ennemi de la Première guerre mondiale (7).

Dans la foulée de la Deuxième Guerre mondiale, la France, récidiviste, carbonisera la première manifestation autonomiste des Algériens, à Sétif, le jour même de la victoire alliée, le 9 mai 1945, une répression qui apparaîtra rétrospectivement comme une aberration de l'esprit sans doute unique dans l'histoire du monde, dont les effets se font encore sentir de nos jours. Dix ans plus tard, en 1956, de concert avec Israël et la Grande Bretagne, la France se livrait à une «expédition punitive» contre le chef de file du nationalisme arabe, Nasser, coupable d'avoir voulu récupérer son unique richesse nationale «le Canal de Suez».

Curieux attelage d'ailleurs que cette «équipée de Suez» entre les rescapés du génocide hitlérien (les Israéliens) et l'un de leur ancien bourreau, la France, qui fut sous Vichy l'anti-chambre des camps de la mort. Curieux attelage pour quel combat ? Contre qui ? Des Arabes ? Ceux-là mêmes qui furent abondamment sollicités durant la Deuxième Guerre Mondiale pour vaincre le régime nazi, c'est-à-dire l'occupant des Français et le bourreau des Israéliens ? A moins qu'il ne s'agisse d'une forme élaborée de l'exception française, on aurait rêvé meilleure expression de la gratitude.

Si Philippe Val de même que Dominique Strauss Khan peuvent pontifier de nos jours en toute impunité, si Nicolas Sarkozy peut présider aujourd'hui un pays se rangeant dans le camp de la Démocratie, ils le doivent certes aux «Croix Blanches» des cimetières américains de Normandie, mais aussi au sacrifice des quelques cinq cent mille combattants du Monde arabe et africain qui ont aidé la France à se libérer du joug nazi, alors qu'une large fraction de la population française pratiquait la collaboration avec l'ennemi. Cinq cent mille combattants pour la Première Guerre mondiale (1914-1918), autant sinon plus pour la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945), il n'était pas question alors de pistage génétique, de «test ADN» ou d' «immigration choisie» pour leur enrôlement, de «seuil de tolérance» pour leur sang versé à profusion pour une guerre qui se présentait pour eux comme «une querelle de blanc».

Dans ce contexte, Dominique Strauss Khan peut à juste titre qualifier «la politique arabe de la France» de supercherie..... mais à l'égard des Arabes, tant il est vrai que la France a longtemps été médiatiquement pro-arabe, mais substantiellement pro israélienne. Les

courbettes des dirigeants français devant les princes arabes ne doivent pas faire illusion. Elles sont de peu de poids face au site nucléaire de Dimona, le symbole de la supériorité technologique et le gage de l'hégémonie militaire absolue israélienne sur l'espace national arabe depuis 60 ans, de même que la tonitruante amitié de Nicolas Sarkozy avec l'Emir de Qatar ne saurait masquer l'éradication systématique de toute sensibilité pro palestinienne de l'administration préfectorale et de l'audiovisuel extérieur français et la promotion concomitante de personnalités au philo sionisme exacerbé.

La liste est longue qui va de Bernard Kouchner (Quai d'Orsay), à Pierre Lellouche (Affaires européennes), à Dominique Strauss Khan (FMI), à Arno Klarsfeld (Matignon) et François Zimmeray, ancien vice-président de la commission d'études politiques du CRIF, Ambassadeur pour les Droits de l'homme, en passant par Christine Ockrent (pôle audiovisuel extérieur), Philippe Val (France inter), à la toute dernière recrue Valérie Hoffenberg, directrice pour la France de l'American Jewish Committee, représentante spéciale de la France au processus de paix au Proche-Orient.

«Curieuse conception de «l'équilibre» que de nommer pour une telle mission la directrice d'une organisation partie prenante dans le conflit israélo-palestinien. Curieuse ambition pour la France que d'associer la représentante en France d'une organisation américaine aux discussions avec les Etats-Unis et l'Union européenne. Curieuse conception lorsque l'organisation en question se targue d'être engagée aux côtés de la puissance occupante, alors même que Tel-Aviv poursuit l'occupation des territoires palestiniens, bafoue les droits humains les plus élémentaires et ne projette que la guerre contre ceux qui refusent de se plier à sa domination coloniale», soutiendra non sans bon sens l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), seule organisation française à protester contre cette «partialité inacceptable» (8).

Très concrètement, la politique arabe de la France a consisté, historiquement, en une opération de restauration de la souveraineté nationale dans les centres de décision du pouvoir politique français, après la guerre de juin 1967, par la rupture de la relation fusionnelle qui existait, au mépris de l'intérêt national, entre services français et israéliens.

Bon nombre d'entre vous se rappellent peut-être, -à tout le moins le sauront à cette occasion en même temps que Philippe Val-, que le chef de la mission d'achat militaire israélienne en France sous la IV^{me} République (1946-1958) disposait, à l'époque, non pas à l'ambassade israélienne, mais au sein même du ministère français des armées, d'un bureau joutant celui du directeur de cabinet du ministre, une proximité sans précédent même dans les pays colonisés.

Bon nombre d'entre vous gardent peut être présent à l'esprit,-à tout le moins en prendront connaissance à cette occasion en même temps que Philippe Val,- l'implication des services israéliens et français dans l'enlèvement du chef charismatique de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka, en 1965, en plein jour, en plein Paris (9), ou encore le vol des cinq vedettes de Cherbourg par les Israéliens (Décembre 1969), la plus concrète manifestation sinon de la connivence du moins de la passivité des services français à l'égard des coups de main israéliens, au même titre que l'implosion à Cadarache, dans un centre du sud de la France, d'un réacteur destiné à l'Irak.

L'ouverture de la France vers les pays arabes, en 1967, au terme d'une rupture de onze ans consécutive à l'expédition de Suez, lui a valu un regain de prestige après deux décennies de déboires militaires en Indochine et en Algérie, avec en prime la conquête des marchés

pétroliers, notamment celui de l'Irak, l'ancienne chasse gardée des Anglais, la percée majeure de la diplomatie gaulliste de la seconde moitié du XX^{me} siècle, ainsi que de fabuleux contrats militaires de l'ordre de plusieurs centaines de millions de dollars, notamment avec l'Irak, la Libye et l'Arabie saoudite, permettant ainsi le maintien de la compétitivité de l'industrie militaire française et d'un subséquent bassin d'emploi.

Philippe Val est un récidiviste de la manipulation: Il s'est d'ailleurs fait remarquer à l'Élysée pour avoir congédié, l'été 2008, le dessinateur Siné, avec la complicité de son compère Claude Askolovitch, au prétexte d'une fausse accusation d'antisémitisme à propos d'un papier mettant en question Jean Sarkozy, le propre fils du chef de l'Etat. Son tropisme anti-arabe éclaire ainsi rétrospectivement la motivation profonde de son combat pour la liberté d'expression, particulièrement dans la sphère arabo-musulmane.

Grâce soit donc rendue à Carla Bruni, sa marraine, et à Claude Askolovitch (10), son complice dans le lynchage médiatique du dessinateur Siné, de lui avoir épargné de présider la douloureuse épreuve du naufrage de son pavillon médiatique. Nul ne s'attend d'ailleurs à de l'impartialité de la part du nouveau directeur de France Inter dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, largement tributaires du bon plaisir du prince. Mais au vu de son parcours curviligne, beaucoup de contribuables s'attendent que ce désormais haut salarié du service public d'un état en faillite combatte avec la même vigueur l'antisémitisme qu'il croit déceler chez les autres et l'arabophobie latente qu'il recèle en lui. En un mot qu'il dégage l'espace public de toute tentative de falsification de l'Histoire, bride toute manipulation de l'opinion publique, de même que toute déloyauté dans la présentation des réalités fondamentales de la vie publique nationale, condition indispensable au bon fonctionnement de la démocratie et à la crédibilité du vecteur qu'il est censé servir.

Références

1-Cardinal de Retz : Né Jean François de Gondi, il est destiné de par sa naissance à succéder à son oncle, archevêque de Paris, fait de brillantes études théologiques, tout en cultivant son penchant pour la conspiration. Il participe à différents complots: contre Richelieu, aux côtés du comte de Soissons en 1636. Nommé coadjuteur de l'archevêque de Paris en 1643, il se place au premier rang des frondeurs contre Mazarin en 1648 et s'allie à la Reine contre Condé en 1650. Nommé cardinal au début des années 1650, le retour de Mazarin sonne le glas de ses ambitions. Désavoué et emprisonné, il s'évade en Espagne, puis en Italie et en Flandres avant d'accepter de démissionner du siège d'archevêque contre l'abbaye de Saint-Denis et l'autorisation de revenir en France. Reclus dans son château de Commercy, il prend part aux conclaves en 1662, 1665, 1668, 1670 puis se consacre à l'écriture de ses Mémoires, qui forment un témoignage historique important de son époque.

2- «Le syndrome de Stockholm de Chirac», Philippe Val, Charlie Hebdo, 29 décembre 2004.

3- Philippe Val popularise en fait un thème que s'emploie à promouvoir le CRIF. Sur l'origine de cette thématique Cf. à ce propos «Affaire Fofana, le CRIF va trop loin» de Guillaume Weill Raynal, ancien avocat au Barreau de Paris, et auteur de deux ouvrages «Une haine imaginaire» et «Les Nouveaux désinformateurs», aux éditions Armand Colin. L'article est paru sur le site Marianne 2 le 1er Août 2009, sous le lien suivant: http://www.marianne2.fr/Affaire-Fofana-le-CRIF-va-trop-loin_a181667.html M. Weill Raynal écrit à ce propos: En février 2006, un collectif Primo Europe a publié un petit livre intitulé Ilan Halimi Le canari dans la mine. Cet ouvrage prétendait expliquer l'affaire du gang des barbares par une «analyse globale de la société française». Le site du CRIF avait, à

l'époque, assuré la promo de ce livre en termes très élogieux. On peut y lire que cet assassinat n'est que l'aboutissement d'«une longue dégradation qui a débuté il y a près de 40 ans» et dont les causes résident dans «la politique étrangère de la France», ses «choix démographiques» et «la responsabilité des médias». Entendez - car ces thèmes sont développés dans la suite de l'ouvrage: La «politique arabe» de la France, d'autant plus inféodée aux lobbys pétroliers et donc encline à sacrifier ses juifs, qu'elle est minée par une «économie mixte sclérosée» et «l'absence de vision libérale dynamique». Entendez aussi, la politique d'immigration, le métissage des cultures, le «droit-de-l'hommisme», les intellectuels de gauche, les antiracistes et les alter mondialistes. Tout y passe, y compris le «service public de l'information», au premier rang duquel, l'AFP, France Inter, et France 2, coupables, selon les auteurs, de véhiculer une vision du conflit du Proche-Orient défavorable à Israël et d'avoir, ce faisant, armé le bras des assassins d'Ilan Halimi. Rien de moins ! Ce petit livre très orienté idéologiquement a fait l'objet d'une réédition très opportune en juin 2009. En juillet il se trouvait encore en bonne place sur les présentoirs de la FNAC. C'est ce type de discours «pédagogique» que Richard Prasquier regrette visiblement de n'avoir pas vu fleurir à l'occasion du premier procès tenu à huis clos». Fin de citation.

4- Déclaration de M. Strauss Khan sur «Europe 1», en 1991, reprise par le Magazine «La vie en France », le 11 avril 2002 sous le titre «Trop Proche-Orient». «Je considère que tout Juif de la diaspora, et donc de France, doit, partout où il peut, apporter son aide à Israël. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est important que les Juifs prennent des responsabilités politiques. En somme, dans mes fonctions et dans ma vie de tous les jours, à travers l'ensemble de mes actions, j'essaie d'apporter ma modeste pierre à la construction d'Israël». Déclaration sur «Europe 1», en 1991, reprise par le Magazine «La vie en France », le 11 avril 2002 sous le titre «Trop Proche-Orient».

NDLR-RN: Il n'aurait pas été mauvais que Dominique Strauss Khan apporte aussi chaque jour sa modeste pierre à la construction de la France et à l'éveil politique de ses concitoyens, pas uniquement de ses coreligionnaires. Nous pensions naïvement que le combat politique relève d'un engagement civique. DSK nous éclaire sur le sens de son engagement dont la finalité ultime est le lobbying pro israélien. Quelle horrible perspective à l'idée de savoir que la communautarisation de la vie publique en France est également imputable, rétrospectivement, au Parti Socialiste, qui passait pourtant pour être le parangon de la laïcité citoyenne. A la tête du FMI, pour reprendre son expression, cherchera-t-il à apporter sa modeste pierre à la construction d'Israël, à lui ouvrir largement des lignes de crédit pour lui permettre d'absorber définitivement la Palestine, de parachever l'édification du «Mur de séparation», déclaré pourtant illégal par la cour de Justice internationale ?

Dans la revue «Le Meilleur des Mondes», M. Strauss Kahn a assuré que «La fameuse politique arabe de la France. C'est une supercherie que le Quai d'Orsay réussit à vendre depuis des décennies à l'ensemble de la classe politique ! Elle nous permet de croire que nous sommes ainsi à l'abri de toute menace terroriste (...) cela me paraît tout à fait absurde». L'Interview a été organisée à l'occasion de la dernière campagne présidentielle française (Mai 2007). «Le Meilleur des Mondes» passe pour être un relais des thèses de la Foundation for the Defense of Democracies, porte-voix des néo conservateurs en France. Le numéro en question est paru aux Éditions Denoël, Automne 2006.

5-Issu d'une riche famille de juifs alsaciens, le Capitaine Alfred Dreyfus, à l'époque seul officier de confession juive à l'Etat-major français, a été arrêté le 15 octobre 1894, pour intelligence avec l'Allemagne. Accusé d'être l'auteur d'un document dérobé à l'ambassade d'Allemagne (désigné sous le nom de « bordereau »), annonçant la livraison de documents

concernant la défense nationale, son procès s'ouvre le 19 décembre 1894, devant le Conseil de guerre de Paris. Il est condamné, le 22 décembre, à la déportation perpétuelle dans une enceinte fortifiée. Il est dégradé au cours d'une cérémonie publique qui a lieu dans la grande cour de l'École militaire, le 5 janvier 1895. Le 21 février, il est embarqué pour l'Île du Diable.

6 -Pour une analyse sémantique de la phrase incriminée voir l'étude de Pierre Tévanian sur le site «les mots sont importants: «Philippe Val est un raciste» <http://msi.net/spip.php?article668> «Philippe Val est un raciste, Démonstration, preuve à l'appui. Pour que cette phrase insensée signifie quelque chose, il faut admettre un postulat raciste: le postulat selon lequel les Arabes, en bloc, sont antisémites par nature. Dans cette hypothèse, même si aucun Arabe n'est ni auteur, ni incitateur ni demandeur d'une politique antijuive, ladite politique n'en est pas moins une «politique arabe» dans la mesure où elle ne peut que remplir de joie cette masse assoiffée de sang juif qu'est «le monde arabe». En résumé: «politique arabe» ne signifie, chez Philippe Val, rien d'autre que «politique antisémite». «Arabe» et «antisémite» sont donc synonymes. En d'autres termes: Philippe Val essentialise «les Arabes», en fait une entité homogène, pour ensuite attribuer à cette essence «les Arabes» un caractère infâmant («antisémite»). Cette manière de penser, conjuguant l'essentialisation, l'homogénéisation et le dénigrement, porte un nom : le racisme. Philippe Val a donc écrit un texte purement et simplement raciste. Et comme il assume ce texte plus de trois ans après sa publication, comme il ne l'a pas renié, on peut donc affirmer, de manière plus concise, qu'il est avéré et démontré qu'il est raciste».

7- Par traité en date du 29 mai 1937, la France a amputé le district d'Alexandrette de la Syrie et avait offert Le SANDJAK, à la Turquie, craignant de voir la Turquie rejoindre le camp Allemand, comme pour la première guerre mondiale. Or la France capitulera devant les allemands en juin 1940, dès le début de la 2eme guerre mondiale, sans avoir pu profiter de son alliance avec la Turquie.

8- Conseillère UMP de Paris, Valérie Hoffenberg, représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient, sera notamment chargée de prendre « toutes les initiatives concrètes susceptibles de créer un climat favorable à la paix dans les domaines économique, culturel, éducatif et environnemental », indique la lettre de mission du chef de l'Etat en date du 27 Août 2009. La nomination des personnalités pro israéliennes s'est accompagnée de la mise à l'écart de Bruno Guigue (administration préfectorale), -dont la destruction israélienne de Gaza, en janvier 2009, lui a donné a posteriori raison-, de la mise à l'index de l'universitaire Vincent Geisser et de l'éviction de Richard Labévière (Média) ainsi que de Waheeb Abou Wassil, seul palestinien du dispositif médiatique extérieur. Le Communiqué de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), en date du 30 août 2009, intitulé «une partialité inacceptable» peut être consulté sur ce lien: <http://www.france-palestine.org/article12517.html>

9 - Cf. la Libre Belgique 25/01/2008 «Ben Barka enlevé avec l'aide du Mossad» à propos de la recension du livre de Shmouel Seguev intitulé «Le lien marocain», préfacé par un ancien chef du Mossad, le service d'espionnage israélien, Ephraïm Halévy, et publié en hébreu par les éditions « Matar » dans lequel le journaliste israélien relate les relations secrètes entre Israël et le Maroc. Le Mossad, écrit-il, a ainsi indirectement permis aux services secrets marocains de repérer l'opposant socialiste, puis de le piéger: « Ben Barka, qui voyageait beaucoup à travers le monde, se servait d'un kiosque à journaux à Genève comme d'une boîte postale où il venait récupérer son courrier, et le Mossad a donné cette information à

Dlimi « , affirme Seguev

10- Claude Askolovitch, étoile montante du journalisme sarkozyste et nouveau patron de presse du groupe Lagardère, est un ancien journaliste au groupe de presse de gauche «Le Nouvel Observateur». Sa carrière météorique a été propulsée par l'instrumentalisation de l'accusation d'antisémitisme et une délation calomnieuse à l'encontre d'un confrère satirique (Siné). Une ambition satisfaite d'une haine recuite par le recours à une pratique honteuse de l'Histoire de France dont une large fraction de la communauté juive en a eu à pâtir durant la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945).



René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« Liban: chroniques d'un pays en sursis » (Éditions du Cygne); « Aux origines de la tragédie arabe »- Editions Bachari 2006.; « Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français »- Harmattan 2002. « Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre » (Harmattan 2000); « Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen » (Harmattan 1998); « De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde », Editions l'Harmattan Mai 2009.

La source originale de cet article est [Le blog de René Naba](#)
Copyright © [René Naba](#), [Le blog de René Naba](#), 2009

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers

ministres (Harmattan), “Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l’Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca